

LE PORTRAIT

ALAN SCHWARTZ, CEO DE BEAR STEARNS

## A peine arrivé, il brade une institutiton en place depuis 85 ans

GASPARD KÜHN  
À LAUSANNE

«Nous démarrons une nouvelle année. En ces temps de grands changements pour Wall Street, nous allons passer un cap crucial pour le développement de Bear Stearns.» Nous sommes le 8 janvier 2008, il y a deux mois à peine. Une éternité. Alan Schwartz vient d'être nommé CEO de la cinquième banque d'investissement américaine, déjà en proie à de grandes difficultés. Une nomination qui ne l'enchanté guère: il est vite surnommé le «CEO réticent.» De fait, il se trouve dans la position du kamikaze. Il succède à James Cayne, un vétéran de 74 ans en poste depuis une quinzaine d'années, qui garde le silence radio depuis que l'établissement a publié les premières pertes de son histoire. En façade, volontarisme et optimisme sont pourtant de rigueur. «Le future de Bear Stearns s'annonce brillant, lance Alan Schwartz. Notre franchise est solide comme le roc, grâce à la direction de Jimmy.» Depuis ce week-end, le ton s'est nettement infléchi. Et pour cause. Encouragé par la Fed et l'administration Bush, JP Morgan a accepté de reprendre son rival pour 240 millions de dollars. Des peanuts. Comme l'a rappelé le *Wall Street Journal*, le siège de la banque, situé sur la prestigieuse Madison Avenue, vaut à lui seul 1,2 milliard de dollars. Depuis jeudi dernier, l'action a perdu 93% de sa valeur. «La dernière semaine s'est révélée incroyablement difficile», a reconnu le CEO. «Au vu des circonstances, cette transaction représente la meilleure porte de sor-

tie pour toutes les parties.» La valse-hésitation aura duré plusieurs jours. Mercredi dernier, Alan Schwartz laissait entendre que la banque publierait un exercice bénéficiaire au premier trimestre. Interrogé par la chaîne d'informations financières, CNBC, il se voulait rassurant: «Je reste confiant sur le fait que nous serons dans la fourchette des prévisions.» Les analystes envisageaient déjà un bénéfice compris entre 0,46 et 1,61 dollar par action. Vendredi, un communiqué de presse annonçait même une publication avancée des résultats, qui devaient être révélés lundi. Un changement d'agenda inutile, après cette vente précipitée... Alan Schwartz avait-il seulement le choix? Depuis plusieurs semaines, la perte de confiance a mis l'établissement sous une pression intolérable. «Des rumeurs couraient à propos de la solvabilité de Bear Stearns», pointe Guy Charlet, analyste du marché américain de la Banque Pignet. «Le bruit s'est amplifié, créant effectivement un problème de liquidités, qui a mis en péril la ligne de crédit à court terme.» En quelques jours, la fuite des investisseurs et des clients a vidé les réserves de cash. A la barre d'un navire à la dérive, Alan Schwartz a dû appeler l'Etat à la rescousse. Plus qu'un échec personnel, «c'est la faille d'un modèle de gestion», estime Laurent Quignon, spécialiste de l'économie bancaire chez BNP Paribas. «D'autres têtes ont tardé à tomber.» Pour l'heure, l'avenir de Bear Stearns reste en suspens. «JP Morgan avait tout intérêt à mettre la main sur ce concurrent, surtout pour

un prix aussi dérisoire. D'ailleurs, il ne serait pas déraisonnable d'éliminer une marque dont l'image est ternie», ajoute Laurent Quignon. Alan Schwartz restera dans l'histoire comme l'homme qui a bradé une institution en place depuis 85 ans. Il a pourtant prouvé son dévouement. Né en 1951, diplômé de la Duke University en Caroline du Nord, il est recruté par Bear Stearns à 25 ans. Puis il gravit les échelons. Dès 1979, il dirige le département recherche et stratégie. A nouveau promu en 1985, il devient directeur de la division banque d'investissement, puis co-président à partir de 2001. Toutefois, sa spécialité n'occupe qu'une place marginale chez Bear Stearns, focalisée sur les prêts hypothécaires. Dans la course au poste suprême de directeur de la division obligations, Warren Spector, est donné favori. Mais la crise du subprime n'épargnera pas ce rival, limogé dès le mois d'août. Alan Schwartz sera-t-il la prochaine victime de Wall Street? Selon toutes vraisemblances, il quittera le groupe dès que la vente sera finalisée. (Lire en pages 14 et 15.)

[g.kuehn@agefi.com]



